



La Porte du Hainaut
Communauté d'Agglomération

POLITIQUE DE LA VILLE

NOTE DE CADRAGE PROGRAMMATION POLITIQUE DE LA
VILLE 2017



Table des matières

.....	1
PRÉAMBULE	2
PRESENTATION DU CADRE GENERAL DU CONTRAT DE VILLE	2
LES PRINCIPES FONDAMENTAUX	2
LES AXES PRIORITAIRES DU CONTRAT DE VILLE.....	2
LA GEOGRAPHIE PRIORITAIRE.....	3
LES CREDITS MOBILISABLES	4
LE CALENDRIER DE LA PROGRAMMATION 2017	5
CRITERES DE RECEVABILITE DES DOSSIERS.....	5
PROCEDURE DE TRANSMISSION DES DOSSIERS	7
PROCEDURE D'INSTRUCTION DES DOSSIERS	7
SUIVI ET EVALUATION DES ACTIONS	7
CONTACTS LA PORTE DU HAINAUT	8

PRÉAMBULE

Les crédits de droit commun (État, Région, Département) sont à mobiliser en amont des crédits spécifiques. Les moyens de la politique de la ville sont concentrés dans les quartiers les plus en difficulté, dits quartiers « Règlementaires ».

Le droit commun correspond aux politiques sectorielles (santé, développement économique, éducation...) qui s'appliquent sur l'ensemble d'un territoire sans distinction entre les quartiers. Ces politiques de droit commun relèvent des compétences de toutes les institutions signataires du Contrat de Ville.

L'appel à projet de la programmation politique de la ville est commun à l'ensemble des crédits spécifiques État, La Porte du Hainaut et communes. L'ensemble des dossiers mobilisant des crédits spécifiques sont instruits par un comité partenarial avec un calendrier et un tableau de programmation identiques pour l'ensemble des dispositifs.

PRESENTATION DU CADRE GENERAL DU CONTRAT DE VILLE

LES PRINCIPES FONDAMENTAUX

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 précise que les Contrats de Ville reposent sur quatre piliers :

- Développement économique et Emploi
- Cadre de vie et Renouvellement urbain
- Cohésion sociale
- Citoyenneté et Valeurs républicaines

Par ailleurs, conformément aux dispositions de la loi, le contrat de ville de La Porte du Hainaut a intégré des priorités transversales :

- L'égalité des chances Femmes-Hommes
- La lutte contre les discriminations
- La jeunesse
- La participation des habitants

LES AXES PRIORITAIRES DU CONTRAT DE VILLE

Ces axes prioritaires déclinés en objectifs et en mesures constituent le socle du programme d'actions. Chaque projet déposé dans la programmation doit donc s'inscrire dans ce cadre. Le tableau joint, extrait du contrat de ville détaille de façon exhaustive l'ensemble des axes, priorités, et objectifs correspondants.

Axes prioritaires du contrat de ville (Confer tableau joint)

- Axe 1 : Adaptation des cadres de mise en œuvre de l'action publique
- Axe 2 : Insertion / Emploi
- Axe 3 : Promotion prévention en Santé publique
- Axe 4 : Habitat et renouvellement urbain
- Axe 5 : Apprentissages
- Axe 6 : Prévention de la délinquance
- Axe 7 : Citoyenneté et vie sociale



LA GEOGRAPHIE PRIORITAIRE

Quartiers prioritaires de La Porte du Hainaut (30 540 habitants)

Nom du quartier	Communes dans le périmètre	Population	Revenu médian
Denain Centre	Denain, Douchy-les-Mines, Louches, Haulchin	13 980	8 000
Boulevard de la Liberté	Douchy-les-Mines	3 440	8 400
Schneider	Escaudain, Louches, Roeulx	2 290	8 700
Couture Savonnerie	Escaudain	1 200	10 600
Gambetta	Louches, Denain, Escaudain	1 240	9 000
Sabatier	Raismes	2 820	10 700
Brunehaut	Escoutpont, Raismes	1 270	9 700
Collinière	Saint-Amand-les-Eaux	1 440	9 100
Elnon	Saint-Amand-les-Eaux	1 110	10 100
Arenberg	Wallers, Bellaing, Raismes	1 750	10 800

Quartiers de La Porte du Hainaut inclus dans le zonage prioritaire de la CAVM (1 447 habitants)*

Nom du quartier	Communes dans le périmètre	Population	Revenu médian
Zone Intercommunale Rives de L'Escaut	Raismes et territoire CAVM	655 (La Porte du Hainaut) 10595 (CAVM)	9 200
Cité Thiers - Cité du Rivage	Escoutpont et territoire CAVM	462 (La Porte du Hainaut) 1838-(CAVM)	9 100
Dutemple Chasse Royale Saint Waast - La Sentinelle	La Sentinelle et territoire CAVM	330 (La Porte du Hainaut) 3798 (CAVM)	7 700

*Les actions s'adressant aux habitants du QPV (et non principalement aux habitants de La Porte du Hainaut sur ces quartiers inter-agglomérations peuvent être déposés auprès des services de la CAVM)

Territoires de veille active : 68 460 habitants

Denain (Tous les autres quartiers de la commune) - Douchy-Les-Mines (Tous les autres quartiers de la commune) - Louches (Tous les autres quartiers de la commune) – Escaudain (Tous les autres quartiers de la commune) - Wavrechain-Sous-Denain (Tous les quartiers de la commune) – Roeulx (Tous les quartiers de la commune) - Wallers (Tous les autres quartiers de la commune) - Haveluy (Tous les quartiers de la commune) - Bellaing (Tous les quartiers de la commune) - Raismes (Tous les autres



quartiers de la commune) - Escoutpont (Tous les autres quartiers de la commune) - La Sentinelle (Tous les quartiers de la commune) - Saint-Amand-Les-Eaux (Le moulin des loups - Quartier du limon) - Mortagne Du Nord (Tous les quartiers de la commune).

LES CREDITS MOBILISABLES

Le Contrat de ville s'adresse aux quartiers prioritaires, quartiers vécus et quartiers de « veille active » de l'agglomération et couvre ainsi les différents périmètres donnant accès aux crédits :

- De droit commun de l'ensemble des partenaires, sur l'ensemble du territoire intercommunal (quartiers règlementaires – quartiers vécus et territoires de veille active)
- De droit commun renforcé sur les territoires en géographie prioritaire, quartiers règlementaires, quartiers vécus et territoires de veille active, conformément aux dispositions relevant des conventions interministérielles
- Spécifiques « politique de la ville » de l'État pour les quartiers règlementaires et quartiers vécus (Crédits politique de la ville – VVV – ASV – CLAS -DRE)
- Spécifiques « politique de la ville » de La Porte du Hainaut pour les quartiers règlementaires, les quartiers vécus et les territoires de veille active

En outre **les crédits de l'État** pour les dispositifs suivants sont mobilisables pour les quartiers règlementaires et les quartiers en veille :

- Crédits spécifiques DRE (Dispositif de Réussite Educative)
- Crédits FIPD (Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance)*
- Crédits de l'appel à projet CIEC (Comité Interministériel à l'Égalité et à la Citoyenneté)*
- Sous réserve des calendriers propres à ces appels à projets

À l'heure actuelle, la **Région** ne nous a pas communiqué ses orientations pour la mise en œuvre de la Politique de la Ville pour 2017. Cette éventuelle programmation fera l'objet d'un appel à projets séparé, à l'initiative de la Région.

Crédits spécifiques La Porte du Hainaut/communes

Une action peut être financée par La Porte du Hainaut si sa portée est communautaire et si elle entre dans le champ de l'intérêt communautaire.

Une action peut être financée par une commune si sa portée est communale. Plusieurs communes peuvent également cofinancer une action de portée intercommunale.

Toute action mobilisant les crédits dans le cadre de cet appel à projet doit nécessairement s'inscrire dans le cadre des priorités définies au sein du Contrat de Ville.

Les financements spécifiques Politique de la Ville interviennent uniquement en complément des financements de droit commun. Si les services instructeurs l'estiment opportun, ils pourront orienter certaines actions vers des financements de droit commun.

LE CALENDRIER DE LA PROGRAMMATION 2017

Lancement : 7 juillet 2016 (Note de cadrage – Dossiers Cerfa – Orientations pour 2017)

- Groupes d'appui thématique aux porteurs de projets : Septembre 2016
- Date limite de dépôt des dossiers DRE à La Porte du Hainaut : 14 octobre 2016
- Date limite de dépôt des dossiers complets de demande de subvention : 14 octobre 2016
- Comité technique inter-agglomérations : 7 novembre 2016
- Transmission aux services instructeurs État, Région par La Porte du Hainaut : mi-novembre
- Présentation à la commission Politique de la Ville et Cohésion sociale : décembre 2016
- Comités de co-instruction : janvier 2017
- Validation par la commission Politique de la Ville et Cohésion sociale : fin janvier 2017
- Comité technique : février 2017
- Comité de pilotage : 1er trimestre 2017
- **Validations conseil communautaire et conseils municipaux : 1er trimestre 2017**

ATTENTION : Les notifications de décisions vous seront transmises, par chaque financeur, une fois que les délibérations seront prises au sein des différentes institutions.

En cas d'avis défavorable, un courrier motivant cet avis vous sera transmis au cours du premier trimestre 2017.

CRITERES DE RECEVABILITE DES DOSSIERS

Présentation des dossiers :

Les dossiers doivent être détaillés et complets, contenir les éléments précis permettant d'apprécier la qualité et la pertinence des actions. S'il s'agit d'une demande de renouvellement d'action, un bilan intermédiaire qualitatif, nominatif et quantitatif arrêté au 31 août 2016 devra être obligatoirement transmis. Tout dossier incomplet sera déclaré irrecevable.

Lieu de déroulement des actions :

Chaque dossier doit définir de façon précise et certaine les quartiers en géographie prioritaire où se déroulera l'action. Il importera de définir en amont de la réalisation de l'action une méthode permettant d'identifier l'origine géographique des bénéficiaires.

Objectifs généraux et opérationnels :

Chacune des actions doit répondre au minimum à un objectif du Contrat de Ville et au maximum à 3 objectifs du Contrat de Ville, en ciblant un objectif majoritaire à atteindre. Les critères d'évaluation doivent être définis, et devront nécessairement être renseignés lors du bilan de l'action.

Critères d'éligibilité :

Les projets déposés doivent être en conformité avec les priorités du Contrat de Ville.

Le cas échéant, il convient de répondre aux priorités des autres appels à projets (FIPD, CIEC, ARS...).

Par ailleurs, les opérateurs devront aussi préciser la façon dont ils prennent en compte une ou plusieurs priorités transversales de la politique de la ville, à savoir :

- L'égalité des chances Femmes-Hommes
- La lutte contre les discriminations
- La jeunesse
- La participation des habitants



Les associations ont l'obligation de rencontrer ou prendre contact avec un référent politique de la ville avant le dépôt du dossier.

Avant le dépôt des dossiers à la La Porte du Hainaut, les actions portées à l'échelle communale et cofinancées par les Communes, devront avoir été validées par les exécutifs locaux (Bureau, commission ...).

Les porteurs d'actions sollicitant un cofinancement de La Porte du Hainaut et de la CAVM sont invités à adresser leur demande dans chaque EPCI, à l'aide du dossier unique spécifique « Arrondissement ». Le dossier devra faire apparaître une seule sollicitation du contrat de ville État et une seule sollicitation pour les deux EPCI. La Porte du Hainaut et la CAVM se chargeront de la répartition.

Dépenses éligibles :

Les crédits spécifiques de la Politique de la Ville ne peuvent contribuer au financement du fonctionnement des associations. Ils doivent permettre la mise en œuvre d'actions spécifiquement dédiées aux quartiers et innovantes.

En conséquence, les dépenses éligibles sont les suivantes :

- Les dépenses de rémunération des personnels, excepté les fonctionnaires et les contrats aidés, calculées au prorata du temps passé sur l'opération
- Les charges directement imputables à la mise en œuvre de l'action
- Les frais de déplacement, de restauration, d'hébergement des personnels affectés à la mise en œuvre de l'action
- Pour les achats de fournitures et matériels, les achats de matériels, chaque pièce ne devra pas excéder 800 € HT
- Les locations de matériel ou locaux.

La circulaire du 4 avril 2002 relative aux règles d'utilisation des crédits concourant à la mise en œuvre de la politique de la ville indique que **les frais de structure ne peuvent dépasser 10 % du total de la subvention accordée dans les projets.**

Règles générales de financement:

Pour les crédits spécifiques État, les demandes de subvention ne peuvent pas être inférieures à 2000 € ; **les taux de cofinancement de l'État sur la part contrat de ville sont les suivants :**

- 80 % maximum pour des actions innovantes
- 50 % maximum pour les actions reconduites
- 30 % pour les actions reconduites et à réorienter sur le droit commun en 2017

- Pour les crédits spécifiques de la La Porte du Hainaut, les associations, CCAS, Caisses des écoles, peuvent (sous réserve de l'éligibilité de leur projet) être cofinancés par des crédits communautaires. Par contre, les communes membres de La Porte du Hainaut ne peuvent pas, en tant que maîtres d'ouvrage être subventionnées par leur Groupement au titre d'une action de fonctionnement.

Un dossier Cerfa unique est à remplir par les associations (dossier Cerfa : échelon communal et communautaire ; dossier Cerfa Arrondissement pour les actions d'arrondissement).



Exceptions-dossiers spécifiques :

Pour les dispositifs État suivants, un dossier spécifique est à remplir: Villes Vie Vacances et Dispositif de Réussite Educative : les dossiers de chaque porteur (CCAS – Caisses des écoles) doivent nous parvenir pour le **14 octobre 2016**, délai de rigueur.

PROCEDURE DE TRANSMISSION DES DOSSIERS

Date limite de dépôt des dossiers de demande de subvention complets au service politique de la ville de la La Porte du Hainaut, soit par voie postale, soit par dépôt au bureau : le 14 octobre 2016 ; en deux exemplaires originaux « papier » et un exemplaire numérisé.

Le dossier Cerfa « Arrondissement » devra être adressé à La Porte du Hainaut et à la CAVM.

Aux adresses suivantes :

Adresse mail : cvprog2017@agglo-porteduhainaut.fr

Adresse postale : site Minier de Wallers-Arenberg, à l'attention du service politique de la ville, rue Michel Rondet, BP 59, 59 135 WALLERS

Adresse physique du bureau de la politique de la ville de La Porte du Hainaut pour un dépôt sur place : Zone d'Activité du Plouich, rue du Commerce à Raismes

Si votre dossier est complet, vous recevrez un accusé de réception par mail dans les 2 semaines qui suivent le dépôt de votre dossier.

PROCEDURE D'INSTRUCTION DES DOSSIERS

L'instruction se déroule en deux temps :

1. Une première étape déterminera la recevabilité ou non des dossiers déposés (avis recevables ou irrecevables) selon les critères définis ci-dessus au regard des subventions demandées et, le cas échéant, la réorientation vers un dispositif de droit commun ;
2. Une seconde étape déterminera le financement ou non des actions déposées (avis favorables ou défavorables). Les avis définitifs seront validés en comité de pilotage, sous réserves des procédures de décisions propres à chaque institution sollicitée.

SUIVI ET EVALUATION DES ACTIONS

Pour chaque action financée, au moins une réunion de suivi et un comité de pilotage devront être organisés (par le porteur du projet) où tous les financeurs seront invités.

Un calendrier précis des ateliers, interventions, temps forts, indiquant les dates et lieux de déroulement des actions, devra être fourni aux financeurs dès la validation de l'action.

Des indicateurs d'évaluation devront être définis au sein du dossier, en amont de la mise en œuvre de l'action.

Ils devront permettre d'apprécier l'impact de l'action sur le public visé et sur le ou les quartiers.

Ils devront également permettre de mesurer la prise en compte des enjeux transversaux que sont l'égalité hommes-femmes, la lutte contre les discriminations, la jeunesse.

CONTACTS LA PORTE DU HAINAUT

Lakhdar ACHACHERA, Chef de projet : lachachera@agglo-porteduhainaut.fr

Delphine ROCHE, Chef de projet : droche@agglo-porteduhainaut.fr

Mathilde TRIoux, Chef de projet Douchy les Mines : mtriaux@agglo-porteduhainaut.fr

Martine BLAUWART, Chef de projet Raismes : mblauwart@agglo-porteduhainaut.fr

Juliette LABRE, Chef de projet Louches et Roelx : jlabre@agglo-porteduhainaut.fr

Céline LECOEUVE, Chef de projet Escaudain et Wavrechain-sous-Denain : clecoeuve@agglo-porteduhainaut.fr

Gaétane BOURDON, Chef de Projet La Sentinelle et Mortagne du Nord : gbourdon@agglo-porteduhainaut.fr

Jamel CHAREA, Chef de Projet Wallers, Bellaing et Haveluy : jcharea@agglo-porteduhainaut.fr

Laureen GAJEK, Chef de Projet Denain : lgajek@agglo-porteduhainaut.fr

